

APPEL
AUX CADRES
& PROFESSIONS TECHNICIENNES
ET INTERMÉDIAIRES

:

LA VICTOIRE
DÉPEND DE
NOUS

Ils sont une poignée, nous sommes des millions ! Nous n'avons jamais été si proches de la victoire alors amplifions !



Organisons des assemblées générales avec nos collègues pour décider de la grève et de sa reconduction.



La référence syndicale

Mettons le pays à l'arrêt le 23 mars prochain, organisons un véritable raz de marée pour contraindre le gouvernement à renoncer à sa réforme des retraites.



Le pouvoir a été acculé à dégainer le 49-3 pour faire adopter sa réforme des retraites. Notre mobilisation exceptionnelle a fait chavirer l'accord avec la droite et les diverses tentatives de marchandage et de pression sur les députés. Cette réforme n'a donc aucune légitimité.

En décidant de passer en force, Emmanuel Macron ajoute à la crise sociale une crise démocratique et politique. Élisabeth Borne aura à affronter une motion de censure à hauts risques alors que 71 % des français·e-s souhaitent la démission du gouvernement. La colère suscitée par le 49-3 est à la mesure de la violence de la réforme : énorme. C'est notamment ce qui nous permettra de gagner son retrait, à l'image de celui du CPE, arraché un mois après son adoption par 49-3 et 10 jours après sa promulgation.

Notre réponse doit être à la hauteur. Grâce aux journées d'actions historiques, battant le record de toutes les mobilisations depuis 1945, grâce aux grèves reconductibles notamment dans l'énergie, les déchets, les transports, l'industrie du verre, les ports... **La pression monte, mais la répression aussi avec des réquisitions et poursuites judiciaires inacceptables.** Il faut donc étendre au plus vite et tenir partout des assemblées générales pour décider de la grève et de sa reconduction avec en point d'orgue la journée de grève et de manifestation du 23 mars appelée par l'intersyndicale qui doit être un véritable raz-de-marée. **La grève pénalise déjà fortement l'économie. D'après le patronat, chaque journée d'action leur coûte 2 milliards d'euros de chiffre d'affaire.**

La violence de l'utilisation de ce nouveau 49-3 a déjà pour conséquence l'entrée dans l'action de nouveaux ingés, cadres et techs. Lorsque nous nous affichons comme grévistes, cela a un effet d'entraînement très fort vis-à-vis des autres salarié·e-s. **Nous occupons des positions stratégiques, nous avons accès à des informations sensibles et nous sommes les premiers relais des directions. Lorsque nous sommes en grève, le « roi est nu » et les directions ont peur ! Alors allons-y !** Notre responsabilité première, c'est d'aller voir nos collègues, pour se réunir, décider de la grève sous les modalités les plus adaptées. Dans certaines entreprises, cadres et ingénieurs ont par exemple décidé d'une heure de grève par jour, de grèves de mails, de bloquer la remontée d'informations stratégiques, d'appliquer strictement les procédures de sécurité pour ralentir la production...

ET PENDANT CE TEMPS...

Nous apprenons par nos représentant·e-s que la direction d'Orange tente d'imposer une rupture conventionnelle collective à 700 cadres et professions intermédiaires qui va pénaliser essentiellement des salarié·es ayant plus de 45 ans et ce alors que les résultats de l'entreprise sont excellents. Preuve, s'il en fallait, que les employeurs n'ont pas l'intention de garder les salarié·e-s jusqu'à 64 ans !

Cette dernière ligne droite est décisive, toute forme de participation aux prochaines actions aura de l'importance.



APPEL
AUX CADRES
& PROFESSIONS TECHNICIENNES
ET INTERMÉDIAIRES
:

LA VICTOIRE **DÉPEND DE** **NOUS**

Ils sont une poignée, nous sommes des millions ! Nous n'avons jamais été si proches de la victoire alors amplifions !



Organisons des assemblées générales avec nos collègues pour décider de la grève et de sa reconduction.



Mettons le pays à l'arrêt le 23 mars prochain, organisons un véritable raz de marée pour contraindre le gouvernement à renoncer à sa réforme des retraites.



Le pouvoir a été acculé à dégainer le 49-3 pour faire adopter sa réforme des retraites. Notre mobilisation exceptionnelle a fait chavirer l'accord avec la droite et les diverses tentatives de marchandage et de pression sur les députés. Cette réforme n'a donc aucune légitimité.



En décidant de passer en force, Emmanuel Macron ajoute à la crise sociale une crise démocratique et politique. Élisabeth Borne aura à affronter une motion de censure à hauts risques alors que 71 % des français-e-s souhaitent la démission du gouvernement. La colère suscitée par le 49-3 est à la mesure de la violence de la réforme : énorme. C'est notamment ce qui nous permettra de gagner son retrait, à l'image de celui du CPE, arraché un mois après son adoption par 49-3 et 10 jours après sa promulgation.

Notre réponse doit être à la hauteur. Grâce aux journées d'actions historiques, battant le record de toutes les mobilisations depuis 1945, grâce aux grèves reconductibles notamment dans l'énergie, les déchets, les transports, l'industrie du verre, les ports... **La pression monte, mais la répression aussi avec des réquisitions et poursuites judiciaires inacceptables.** Il faut donc étendre au plus vite et tenir partout des assemblées générales pour décider de la grève et de sa reconduction avec en point d'orgue la journée de grève et de manifestation du 23 mars appelée par l'intersyndicale qui doit être un véritable raz-de-marée. **La grève pénalise déjà fortement l'économie. D'après le patronat, chaque journée d'action leur coûte 2 milliards d'euros de chiffre d'affaire.**

La violence de l'utilisation de ce nouveau 49-3 a déjà pour conséquence l'entrée dans l'action de nouveaux ingés, cadres et techs. Lorsque nous nous affichons comme grévistes, cela a un effet d'entraînement très fort vis-à-vis des autres salarié-e-s. **Nous occupons des positions stratégiques, nous avons accès à des informations sensibles et nous sommes les premiers relais des directions. Lorsque nous sommes en grève, le « roi est nu » et les directions ont peur ! Alors allons-y !** Notre responsabilité première, c'est d'aller voir nos collègues, pour se réunir, décider de la grève sous les modalités les plus adaptées. Dans certaines entreprises, cadres et ingénieurs ont par exemple décidé d'une heure de grève par jour, de grèves de mails, de bloquer la remontée d'informations stratégiques, d'appliquer strictement les procédures de sécurité pour ralentir la production...

ET PENDANT CE TEMPS...

Nous apprenons par nos représentant-e-s que la direction d'Orange tente d'imposer une rupture conventionnelle collective à 700 cadres et professions intermédiaires qui va pénaliser essentiellement des salarié-es ayant plus de 45 ans et ce alors que les résultats de l'entreprise sont excellents. Preuve, s'il en fallait, que les employeurs n'ont pas l'intention de garder les salarié-e-s jusqu'à 64 ans !

Cette dernière ligne droite est décisive, toute forme de participation aux prochaines actions aura de l'importance.

